

RÉSOLUTIONS

SESSION D'ORGANISATION POUR 1993

1993/1. Fréquence des sessions du Comité technique de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 158 (XIV) de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, en date du 5 avril 1987, sur l'adoption d'un cycle biennal pour les sessions de la Commission¹,

Rappelant que, dans cette résolution, la Commission a prié son secrétaire exécutif de préparer, les années où il n'y avait pas de session prévue, un rapport détaillé sur les activités, plans et programmes de la Commission, qui serait présenté au Conseil économique et social.

Convaincu qu'il est souhaitable que les Etats membres de la Commission tiennent des consultations annuelles sur les questions qui les intéressent,

Convaincu que ces consultations peuvent avoir lieu par le biais des réunions du Comité technique de la Commission les années où la Commission ne tient pas de session,

Gardant à l'esprit les règles et règlements de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine administratif et financier et dans celui de la planification des programmes,

Décide que les sessions du Comité technique de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale auront lieu les années où la Commission ne tient pas de session, en commençant par une réunion de trois jours en 1993, étant entendu que ces réunions seront financées à l'aide des ressources budgétaires existantes.

*2^e séance plénière
2 février 1993*

1993/2. Création d'un comité de statistique à la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

Le Conseil économique et social,

Conscient de l'importance que revêtent la coordination des activités statistiques au niveau régional et la normalisation des méthodes et des concepts statistiques, selon la situation et les possibilités des pays de la région desservie par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale et conformément à leurs besoins de développement économique et social, importance qui a amené d'autres commissions régionales de l'Organisation des Nations Unies à créer des comités permanents de statistique et à les charger de coordonner les activités statistiques dans leur région,

Sachant qu'il faut appuyer la participation des organisations de statistique des Etats membres de la Commission à la planification et au développement des activités statistiques et à la détermination des priorités à prévoir dans les plans et programmes statistiques des régions,

Sachant également qu'il faut intensifier la coordination et l'intégration des politiques, programmes et activités statistiques entre les organisations régionales arabes et la Commission, afin de répondre aux besoins et exigences des organisations de statistique dans les Etats membres et de développer ces organisations pour atteindre les objectifs de développement économique et social des pays de la région,

Constatant que les réunions des chefs des organisations centrales de statistique des Etats membres de la Commission qui ont eu lieu en 1985, 1987 et 1989 ont eu un effet positif sur l'orientation, la coordination et l'évaluation des programmes statistiques de la Commission et sur leur association avec les programmes et activités statistiques des organisations régionales arabes et des Etats membres,

Soulignant qu'il y a lieu d'institutionnaliser en permanence ces réunions des chefs des organisations centrales de statistique des Etats membres de la Commission,

1. *Décide* de créer un comité de statistique de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale composé de représentants des organisations centrales de statistique des Etats membres de la Commission et de le charger d'entreprendre les activités suivantes :

a) Se familiariser avec les activités statistiques des Etats membres de la Commission, suivre les progrès accomplis par ces pays dans l'élaboration de leurs programmes de statistique, formuler des recommandations concernant l'état, l'exécution et l'évaluation des programmes de statistique, et organiser des colloques, journées d'étude et séminaires consacrés aux statistiques;

b) Etudier les systèmes, classifications et projets internationaux de statistique en vue de les adapter aux conditions et priorités des pays de la région;

c) Dispenser des conseils sur les besoins de formation statistique des Etats membres de la Commission, en proposant éventuellement des programmes de formation en coordination avec des institutions régionales compétentes;

d) Normaliser les statistiques nationales pour les rendre plus comparables aux niveaux régional et international, en tenant compte des recommandations faites en la matière par la Commission de statistique et par d'autres organes compétents;

e) Coordonner l'échange d'informations et de données statistiques entre la Commission et ses Etats membres, au profit de tous les intéressés;

f) Coordonner les programmes statistiques des Etats membres de la Commission, surtout en ce qui concerne les enquêtes statistiques, les recensements et les dates d'exécution;

2. *Recommande* que le Comité de statistique se réunisse tous les deux ans;

3. *Invite* le Secrétaire exécutif de la Commission à donner suite à la présente résolution et à soumettre à la Commission lors de sa dix-septième session un rapport sur les réalisations du Comité de statistique.

*2^e séance plénière
2 février 1993*

1993/3. Siège permanent de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

Le Conseil économique et social,

Se référant à la demande présentée par le Gouvernement libanais au sujet du transfert et de l'établissement du siège permanent de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale à Beyrouth,

Se référant également au mémorandum du Gouvernement iraquien, dans lequel celui-ci demande que le personnel de la Commission rentre à Bagdad au plus tard le 31 décembre 1992, faute de quoi il récupérera les bâtiments actuels, tout en étant disposé à en fournir d'autres aux mêmes fins.

Se référant en outre à la demande présentée par le Gouvernement jordanien au sujet du transfert et de l'établissement du siège permanent de la Commission à Amman.

Se référant à la note du Secrétaire exécutif² concernant le siège permanent de la Commission,

Tenant compte du fait qu'il faut assurer au secrétariat de la Commission la stabilité indispensable à l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées,

1. *Prie* le Secrétaire exécutif de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale de prendre les mesures nécessaires pour étudier les demandes présentées par le Gouvernement libanais et le Gouvernement jordanien, ainsi que toute autre demande qui pourrait lui parvenir d'Etats membres de la Commission au sujet du transfert et de l'établissement du siège permanent de la Commission, et le prie également de présenter à la Commission, lors de sa prochaine session extraordinaire, un rapport détaillé sur les contacts qu'il aura pris concernant le siège permanent de la Commission, qui devrait inclure une évaluation des offres faites à cet égard;

2. *Décide* que la Commission tiendra une session extraordinaire à Beyrouth, dans un délai d'un an suivant la date d'adoption de la présente résolution, afin d'examiner la question de son siège permanent;

3. *Sait gré* au Gouvernement libanais de s'être offert à accueillir la session extraordinaire de la Commission et à financer les dépenses découlant de cette offre;

4. *Remercie* le Gouvernement iraquien, hôte actuel de la Commission, des installations qu'il a mises et continue de mettre à la disposition de la Commission et lui demande de consulter le Secrétaire exécutif de la Commission avant de prendre aucune mesure relative aux bâtiments affectés au siège permanent de la Commission à Bagdad, compte tenu de l'accord conclu entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement de la République d'Iraq au sujet du siège de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, signé à Bagdad le 13 juin 1979³;

5. *Remercie également* le Gouvernement jordanien d'avoir accueilli la Commission à titre provisoire depuis le

mois d'août 1991 et d'avoir mis à sa disposition toutes les installations nécessaires.

*2^e séance plénière
2 février 1993*

1993/4. Conférence internationale sur la population et le développement et préparatifs de la Conférence

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 1989/91 du 26 juillet 1989, 1991/93 du 26 juillet 1991 et 1992/37 du 30 juillet 1992, dans lesquelles il décidait de la convocation, du mandat et des préparatifs de la Conférence internationale sur la population et le développement,

Prenant note de la résolution 47/176 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1992, dans laquelle l'Assemblée a notamment souligné qu'il importait que les organes intergouvernementaux prennent part de manière adéquate aux préparatifs de la Conférence et que toutes les organisations non gouvernementales compétentes des pays développés et en développement participent aux préparatifs et aux travaux de la Conférence.

1. *Décide* de modifier les dates de la deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence internationale sur la population et le développement de manière qu'elle se tienne du 10 au 21 mai 1993 à New York;

2. *Décide également* de convoquer la troisième session du Comité préparatoire du 11 au 22 avril 1994, dans les limites des ressources globales du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995 qui sera adopté par l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session conformément à sa résolution 47/213 du 23 décembre 1992 et sans préjudice de l'utilisation de ressources provenant de contributions volontaires aux fonds d'affectation spéciale pour la Conférence, compte pleinement tenu de la nécessité de veiller à ce que la Conférence réussisse à s'acquitter de son mandat et de la nécessité de garantir un processus intergouvernemental préparatoire adéquat;

3. *Décide en outre* de reporter à 1994 la vingt-septième session de la Commission de la population et d'examiner à la session de fond de 1993 du Conseil la possibilité de la convoquer en conjonction avec la troisième session du Comité préparatoire, dans les limites des ressources globales du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995, qui sera adopté par l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session conformément à sa résolution 47/213;

4. *Adopte* les modalités de la participation d'organisations non gouvernementales aux travaux de la Conférence et à ses préparatifs, telles qu'énoncées dans l'annexe de la présente résolution;

5. *Décide* que, pour aider les pays en développement, et notamment les pays les moins avancés, à participer effectivement et pleinement aux travaux de la Conférence et à ses préparatifs, il sera imputé aux fonds d'affectation spéciale pour la Conférence, dans la limite des ressources extrabudgétaires disponibles, les frais de voyage et, à titre exceptionnel, le montant de l'indemnité journalière de subsistance à raison d'un représentant pour chacun des pays les moins avancés